



Numéro du Contrat : 2025MA000108

Direction Economie Circulaire
Service :07 - Service Coordination Evaluation Valorisation

**Cahier des Clauses Techniques Particulières
Développement d'une méthodologie adaptée à l'évaluation
environnementale des plans d'actions des collectivités**

Table des matières

1.	Contexte	3
1.1	L'ADEME.....	3
1.2	L'évaluation environnementale	4
1.3	Programme TETE	4
2.	Besoins.....	5
2.1	Besoin des collectivités d'évaluer leurs impacts environnementaux	5
2.2	Besoin de suivi pour l'ADEME	6
2.3	Besoin de méthodologie adaptée	6
2.4	Besoin pratique découlant de la méthode	6
3.	Objectifs de l'étude.....	7
3.1	Evaluation du périmètre de la méthode de calcul et développement méthodologique	7
3.2	Test de la méthode auprès des collectivités.....	7
3.3	Elaboration d'un simulateur en format EXCEL.....	8
4.	Attentes & déroulement de l'étude.....	8
4.1	Expertise du prestataire	8
4.2	Encadrement et suivi de la prestation.....	9
4.3	Déroulement & livrable	10
4.3.1	Cadrage.....	10
4.3.2	Etat de l'art	10
4.3.3	Définition du périmètre.....	10
4.3.4	Evaluations tests des collectivités	10
4.3.5	Développement méthodologique	11
4.3.6	Valorisation des résultats	11
5.	RSE	12

1. Contexte

1.1 L'ADEME

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique -, nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources. Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse. Dans tous les domaines - énergie, air, économie circulaire, gaspillage alimentaire, déchets, sols, ... - nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions. À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

Notre vision :

Pour que notre avenir soit possible sur la planète, nos modes de production et de consommation doivent changer. Cette transformation est impérative et elle entraînera des répercussions sur nos vies quotidiennes. Mais c'est aussi l'opportunité de repenser nos façons de consommer, de produire, de nous loger, de travailler, de nous déplacer, de vivre ensemble. Et le gage d'un nouveau développement économique et social. C'est ainsi que la société convergera progressivement vers un nouveau modèle prospère, mais économe en ressources, plus sobre en carbone, avec un impact soutenable sur l'environnement. Animatrice de cette démarche qui implique l'engagement de tous pour réussir, l'ADEME l'amplifiera auprès des citoyens, territoires, acteurs économiques et pouvoirs publics, avec le souci d'accompagner chacun. L'ADEME entend contribuer ainsi à un monde plus solidaire, plus juste et plus harmonieux.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. L'ADEME, dont le siège social est à Angers, regroupe plus de 1 000 collaborateurs répartis en :

3 sites pour les services centraux à Angers (49), Montrouge (92) et Valbonne (06),

17 directions régionales (DR) : 13 en territoire métropolitain et 4 en outremer, 3 représentations dans les territoires d'outre-mer.

Au sein de l'ADEME, le Service Coordination Evaluation Valorisation (SCEV) de la Direction Economie Circulaire (DEC) a une double ambition. La première est celle d'éclairer les politiques, publiques et privées, dans la mise en œuvre de l'économie circulaire. La seconde est d'assurer un rôle transversal de coordination des programmes d'actions et d'évaluations en renforçant l'animation et la coordination des services porteurs des expertises thématiques.

L'équipe Evaluation Environnementale du SCEV, accompagne les agents de l'ADEME et d'autres organisations à travers diverses activités d'animation, de support, de création de

formations, de ressources (guides, études), de méthodes, d'outils (Empreinte Projet), ... Elle assure également le développement de la Base Empreinte, la base de données environnementale de référence pour le bilan de gaz à effet de serre des organisations et l'affichage environnemental.

1.2 L'évaluation environnementale

Le [Guide de l'ADEME](#) d'aide à la sélection des méthodes d'évaluation environnementale recense des méthodes existant aux niveaux international, européen et français, d'évaluation des impacts environnementaux des activités humaines, à différentes échelles (micro, meso, macro), selon différentes approches (en termes d'enjeux environnementaux, d'approche attributionnelle ou conséquentielle, ...) et rapportées à différentes unités d'évaluation.

Dans ce guide, on y retrouve notamment Empreinte Projet (EP) que L'ADEME a produit. Décliné de l'ACV-C (ACV conséquentielle), cette méthode permet d'évaluer, selon différents niveaux d'approfondissement, l'empreinte environnementale d'un projet. Il s'agit d'une évolution du précédent protocole QuantiGES, restreint aux GES, qu'il remplace petit à petit. L'ADEME promeut la mise en œuvre d'EP dans ses différents Appels à Projets.

A noter que la méthode EP permet de passer d'une évaluation monocritère GES (gaz à effet de serre, niveau 2) à une évaluation multicritère (niveaux 3 à 5). Plus de détails concernant EP sont disponibles [ici](#).

Aujourd'hui, les méthodes disponibles (dont EP) sont limitées à l'échelle d'actions spécifiques ou de projets. Malheureusement, de nombreux biais (d'échelles, d'interopérabilité, ...) naissent quand on essaye de quantifier les impacts au niveau d'un plan d'actions, notamment à l'échelle d'un territoire, regroupant en son sein de multiples projets spécifiques. Sommer les impacts des différentes actions ne paraît pas être une solution satisfaisante à ce stade.

1.3 Programme TETE

Le programme Territoire Engagé Transition Écologique (TETE) est un outil opérationnel de planification écologique qui met à disposition des collectivités une ingénierie territoriale et un accompagnement personnalisé. Il guide chaque collectivité, étape par étape, dans la transition écologique selon ses compétences et ses moyens. Il comprend deux référentiels d'action, l'un axé sur le périmètre Climat-Air-Énergie et l'autre sur l'Economie Circulaire. Des travaux sont en cours afin de fusionner ces deux référentiels.

Les bénéfices de s'engager avec le programme TETE s'articulent autour de 4 axes :

- Structurer :

Structurer sa démarche, dans une logique d'amélioration continue, avec des outils opérationnels pour avancer de façon autonome et progressive : les référentiels d'action et la plateforme numérique.

- Agir :

Atteindre les objectifs définis par les politiques territoriales dans les champs de compétence : performance énergétique des bâtiments, mobilité durable, énergies renouvelables, réduction et valorisation des déchets, achat durable, développement économique...

- Former :

Former les équipes à la transition écologique. Faire monter en compétences les chargés de mission avec des modules experts.

- Valoriser :

Bénéficier d'une reconnaissance grâce à la labellisation. Valoriser et faire reconnaître auprès des citoyens l'implication dans la transition écologique.

Concernant la labellisation, il existe aujourd'hui un système de notation qui permet de rendre compte de la planification et du suivi des actions des collectivités. La notation va de 1 à 5 étoiles, aujourd'hui sur chacun des référentiels et demain sur le référentiel fusionné.

Plus d'informations concernant le programme TETE sont disponibles en cliquant sur ce [lien](#).

2. Besoins

2.1 Besoin des collectivités d'évaluer leurs impacts environnementaux

Aujourd'hui, un grand nombre de collectivités via des obligations réglementaires (BGES, PCAET) ou ponctuellement via des plans d'actions spécifiques (PLU(i), ...) réalisent une évaluation de leurs impacts environnementaux, principalement les émissions de GES et ce de façon très hétérogène (moyens, méthodes, investissement, sensibilité, ... différents d'une collectivité à l'autre). De façon quasiment systématique, ces évaluations résultent d'un accompagnement d'un bureau d'études.

Pour ces collectivités, il y a un réel besoin de standardiser l'évaluation et de la rendre accessible au plus grand nombre afin d'obtenir des résultats comparables, robustes et fiables.

Également, pour les collectivités engagées dans le programme TETE, il y a un vrai besoin d'identifier les enjeux prioritaires sur lesquels maximiser les ressources de travail. Aujourd'hui cette priorisation est surtout effectuée via le système de pondération des actions du référentiel, en accentuant les efforts sur les leviers permettant d'obtenir des plus hauts scores le plus facilement. Cela est ensuite traduit par un nombre d'étoiles du label qui permet à la collectivité de valoriser ses actions vers la transition écologique.

Le besoin pour les collectivités aujourd'hui est de :

- Pouvoir s'appuyer sur une méthodologie garantie par l'ADEME accessible et standardisée pour quantifier ses impacts globaux en ex ante et ex post
- Pouvoir prioriser ses actions en fonction du gain environnemental

2.2 Besoin de suivi pour l'ADEME

De la même manière, l'ADEME a besoin que les évaluations environnementales commanditées par les collectivités augmentent en qualité et en homogénéité pour trois raisons.

Premièrement et de façon pragmatique, l'ADEME a besoin de quantifier l'impact de ses financements afin de piloter de façon plus éclairée ses investissements.

Deuxièmement, il est essentiel d'avoir un maximum de fiabilité dans les évaluations quantitatives des différents acteurs de la société pour avoir une vision globale au plus près de la réalité des impacts sur le territoire, principalement concernant les GES.

Enfin, troisièmement, le système de pondération est, aujourd'hui, principalement axé sur les moyens d'actions plus que sur la mesure d'impacts environnementaux. Une bonne connaissance des principaux impacts environnementaux des collectivités pourrait permettre, à terme, d'améliorer le système de notation en étoiles actuel en allouant le maximum de points aux actions les plus impactantes au regard des évaluations passées.

2.3 Besoin de méthodologie adaptée

Comme explicité en 1.2, une méthode permettant d'agréger de façon satisfaisante les impacts de différents projets au sein d'un même plan d'action n'a pas été identifiée par l'ADEME.

Par exemple, au sein d'un même plan d'action peuvent coexister l'aménagement d'une voie cyclable, la rénovation énergétique d'un bâtiment public, la mise en place des boucles de l'écologie industrielle et territoriale, l'optimisation de l'éclairage urbain, des campagnes de sensibilisation aux citoyens... Toutes ces actions ont des impacts que l'on ne sait pas sommer de façon acceptable.

Au regard de la diversité des plans d'action, de la diversité des collectivités et de la non-connaissance à date d'une méthodologie d'évaluation type EP existante et applicable à ce contexte, l'ADEME a besoin d'un apport méthodologique pour répondre à ses besoins et à ceux des collectivités.

2.4 Besoin pratique découlant de la méthode

Au-delà de la méthode en elle-même, l'ADEME aura besoin d'un accompagnement pour capitaliser au maximum sur celle-ci.

Afin de s'assurer de la reproductibilité de la méthode, de la bonne prise en main des utilisateurs et du suivi des résultats, le développement d'un outil Excel simple sera nécessaire.

A terme, l'outil serait intégré directement via la plate-forme numérique du programme TETE. Cette étape n'est pas concernée par l'étude couverte par ce CCTP.

3. Objectifs de l'étude

3.1 Evaluation du périmètre de la méthode de calcul et développement méthodologique

L'objectif de l'étude est de développer une méthode d'évaluation des plans d'actions des collectivités qui :

- Serait cohérente avec Empreinte Projet
- Serait représentative des réels impacts de la collectivité
- Exploiterait des données disponibles et collectables
- Pourrait être mise en œuvre périodiquement pour un coût acceptable
- Serait transparente, reproductible, partageable, documentée et basée autant que possible sur des méthodes reconnues
- Serait calculée avec une incertitude connue et acceptable
- Serait relativement accessible en termes de facilité d'usage (approche en niveau comme Empreinte Projet ?)
- Serait modulable et adaptable à tous types de collectivité (grande diversité dimensionnelle & fonctionnelle)
- Permettrait d'obtenir des indicateurs quantitatifs a minima sur les GES
- Publiable dans un cadre explicatif adéquat

En plus de répondre à l'ensemble des critères sus-évoqués, l'ADEME attend également du prestataire qu'il développe cette méthodologie en prenant bien en compte que :

- L'intégralité des actions d'un plan devra être analysée sur les impacts directs et indirects
- La complexité du développement réside dans la diversité des actions au sein d'un plan et la difficulté à agréger leurs impacts en les sommant (effets de causalité, d'échelles, interdépendances des actions, précisions variables, ...)
- Les échelles de temps utilisées dans les calculs d'impacts devront être pertinentes et détaillées
- Les facteurs externes interférents avec le projet devront être explicités et leurs conséquences sur le ou les projets détaillés

En préambule du développement méthodologique, il sera nécessaire de bien cadrer le périmètre de l'étude, principalement selon deux axes complémentaires :

- Les typologies d'actions : périmètre d'exclusion de certaines typologies d'actions, hypothèses dimensionnantes, familles d'actions, étapes préalables à la mise en place de la méthode, ...
- Les différents plans d'action des collectivités : Référentiels TETE (états des lieux et plans d'actions) a minima mais aussi PCAET, ...

3.2 Test de la méthode auprès des collectivités

L'ADEME attend du prestataire qu'il développe la méthode en s'appuyant notamment sur un certain nombre de cas pratiques auprès de collectivités.

En amont de l'étude, l'ADEME sollicitera une dizaine de collectivités pilotes aux dimensions et besoins différents afin de confronter la méthode à la réalité des collectivités et s'assurer que le besoin de celles-ci soit correctement couvert par la méthode.

Ce panel de collectivités se veut le plus opérationnel possible et représentatif de la diversité des collectivités.

En fonction des conclusions du prestataire sur le périmètre de l'étude et des recommandations qui en découlent, la sélection des collectivités pilotes pourra être affinée ou élargie.

3.3 Elaboration d'un simulateur en format EXCEL

L'ADEME aura besoin en parallèle de la méthode d'un simulateur sous format EXCEL permettant de calculer les impacts d'un plan d'action en appliquant la méthode.

Ce simulateur devra être fourni avec ses cahiers de spécifications afin de pouvoir potentiellement l'intégrer dans la plate-forme numérique du programme TETE à l'avenir.

Ce simulateur devra être facilement pris en main par une personne non experte en évaluation environnementale.

Également, le simulateur devra être capable d'identifier et de prendre en compte les actions s'inscrivant dans les référentiels TETE afin de pouvoir capitaliser ses éléments dans l'optique d'une amélioration du système de notation de ces référentiels.

A terme, et ceci dépasse largement le cadre de cette étude mais le prestataire devra l'avoir en tête pour saisir la philosophie de l'outil, l'ADEME ambitionne que ce simulateur intégré dans la plateforme numérique permette en quelques clics pour un utilisateur non-expert et via les données préalablement rentrées dans la plateforme d'obtenir des résultats quantitatifs sur les impacts environnementaux (a minima sur les GES) de ses plans d'actions renseignés sur le site (plan d'actions, états des lieux, actions des référentiels, ...)

4. Attentes & déroulement de l'étude

4.1 Expertise du prestataire

L'ADEME attend que le prestataire couvre un large domaine d'expertise qui relève à la fois :

- De l'évaluation environnementale, pour construire une méthodologie répondant au besoin tout en prenant en compte les contraintes inhérentes à l'étude. La maîtrise d'EP et de QuantiGES est également indispensable.
- De la connaissance du fonctionnement et des problématiques des collectivités territoriales. La réussite de l'étude repose sur le fait que les élus s'approprient et utilisent la méthode d'évaluation.
- De la pédagogie. Les évaluations seront réalisées ou commanditées par des personnes pas toujours expertes en évaluation environnementale.

L'offre devra démontrer les capacités du candidat sur ces trois points ainsi que ses capacités à combiner ces problématiques afin de répondre de façon globale à la question de la faisabilité et à produire une méthode viable.

L'ADEME attend une présentation détaillée des intervenants proposés. Les CV ainsi que des références attestant des compétences nécessaires sont attendus.

4.2 Encadrement et suivi de la prestation

Le commanditaire de la prestation est le Service Coordination Evaluation Valorisation (SCEV) de la direction Economie Circulaire (DEC) de l'ADEME.

L'équipe opérationnelle en charge du suivi de la prestation sera constituée de deux ingénieurs du SCEV, un portant l'expertise sur le programme TETE et les collectivités, l'autre sur l'évaluation environnementale.

Cette étude intéressera de nombreux autres services de l'ADEME qui pourront intervenir ponctuellement ou de façon systématique aux différents points d'échanges.

Par exemple, le Service des Politiques Territoriales (SPOT) de la Direction Exécutive des Territoires (DET) ainsi que le pôle Trajectoires la Direction Adaptation Aménagement et Trajectoires bas carbone (DAAT) qui suivent de près les actions des collectivités, entre autres via le programme TETE.

Plus particulièrement, des travaux sont en cours au sein d'une « Task Force » réunissant des membres de l'ADEME, du CGDD et du SGPE. Ils portent sur le développement d'une méthode d'estimation des impacts GES de typologies d'actions portées par les collectivités principalement dans le cadre des leviers SGPE. Au moins un membre de la « Task Force » sera présent à chaque point d'échange déterminant du projet pour s'assurer que la méthode soit au maximum complémentaire de ses travaux.

Également, les collectivités devront être impliqués le plus possible via les collectivités pilotes.

Le prestataire assurera la gestion globale de l'étude et en particulier l'organisation et le suivi du bon déroulement de l'étude tel que prévu au chapitre suivant. Il a notamment la charge de la qualité des livrables.

Les différents points d'échanges seront préparés conjointement par le prestataire et l'ADEME. Le prestataire prendra cependant en charge les supports de présentation et les comptes-rendus.

L'étude démarrera par une phase de cadrage et se conclura par une phase de validation et de valorisation des résultats. Entre temps, le prestataire devra réaliser une étude bibliographique, déterminer le périmètre de la méthode et la tester auprès de collectivités. Ces tests permettront de confirmer le cadre et de développer la méthodologie.

Ces différentes étapes seront détaillées dans le paragraphe suivant. La durée totale de l'étude est de 7 mois maximum.

4.3 Déroulement & livrable

4.3.1 Cadrage

Contenu : Le prestataire et le comité de suivi s'assurent de la bonne compréhension du cahier des charges et notamment du planning, de la répartition des tâches, du format des livrables et des référents sur les différents sujets et dispositifs.

Livrable : Note de cadrage qui précise le cahier des charges.

Restitution : COPIL de démarrage de la mission.

4.3.2 Etat de l'art

Contenu : A partir d'une étude bibliographique, le prestataire réalise une analyse critique des méthodologies actuellement utilisées dans un contexte similaire. Également, il sera demandé au prestataire de mesurer les limites d'EP et de QuantiGES dans l'évaluation environnementale des plans d'actions.

Livrable : Rapport d'avancement (1) dans lequel sera détaillé les méthodologies se rapprochant le plus d'une solution au besoin ainsi qu'une analyse critique de celles-ci.

Restitution : Réunion de présentation du livrable au comité de suivi.

4.3.3 Définition du périmètre

Contenu : Sur la base de la bibliographie et de ses compétences, le prestataire étudiera les prérequis nécessaires à la faisabilité d'une base méthodologique qui sera affinée à l'étape suivante lors des tests.

Livrable : Rapport d'avancement (2) avec les premières conclusions sur le périmètre envisageable d'une telle méthode.

Restitution : Réunion de restitution au comité de suivi. L'objectif sera de valider ce que peut couvrir la méthode et de sélectionner les collectivités pour l'étape suivante.

4.3.4 Evaluations tests des collectivités

Contenu : A partir du cadrage du périmètre et des premiers éléments méthodologiques qui en découlent, le prestataire réalise l'analyse des plans d'actions de collectivités aux problématiques différentes afin d'affiner la méthode et d'identifier d'éventuels blocages.

Cette phase pourra en partie être réalisée en parallèle de la phase précédente si le prestataire le juge opportun, notamment si les cas identifiés comme les plus simples auxquels confronter la méthode permettrait d'établir le périmètre.

Livrable : Rapport d'avancement (3) avec les études de cas et l'analyse critique de la méthode. A ce stade, il s'agira également de définir la portabilité de la méthode à potentiellement chaque collectivité dans sa spécificité propre. Ce rapport devra présenter les

résultats de façon pédagogique. Sa communication est un enjeu important à ce stade de l'étude.

Restitution : Réunion de restitution au comité de suivi ainsi qu'aux représentants de chaque service de l'ADEME concernés.

4.3.5 Développement méthodologique

Contenu : Grâce aux évaluations tests effectuées et aux enseignements qui en découlent, le prestataire confirmera la faisabilité totale ou partielle de la méthode et développera la méthodologie de calcul finale.

Dans cette phase de développement, un outil sous format EXCEL permettant d'appliquer la méthode et d'obtenir des résultats d'impacts environnementaux (à minima sur les GES) sera produit.

Livrable : Rapport d'avancement (4) avec les spécifications détaillées de la méthodologie de calcul ainsi qu'un fichier EXCEL permettant d'appliquer la méthode (avec ses cahiers de spécifications).

Restitution : Réunion de présentation au comité de suivi interne de la méthodologie finale.

4.3.6 Valorisation des résultats

Contenu : Echange entre le prestataire et le comité de suivi ADEME pour faire converger les attentes et les livrables.

Livrable : Rapport final technique, Guide méthodologique pédagogique à l'attention des collectivités, support de présentation .ppt complet.

Restitution : Réunion de restitution finale où le comité de suivi et le prestataire présenteront les résultats de l'étude à un ensemble de parties prenantes internes et externes.

En plus des réunions de restitution, l'ADEME propose qu'un point bi-mensuel d'une demi-heure (ajustable en fonction du besoin) de suivi soit réalisé entre l'équipe opérationnelle et le prestataire sur toute la durée du projet.

5. RSE

Concernant sa politique RSE, le prestataire exposera la démarche et/ou les actions qui sont mises en place pour assurer une réduction des impacts négatifs sur l'environnement et sur la santé des personnes de la prestation dans le cadre de ce marché. Les éléments avancés pour répondre à cette exigence environnementale devront être liés à l'objet du marché et devront être étayés par des éléments probatoires ; et plus particulièrement :

- Pour les échanges numériques :

Le prestataire exposera la façon dont il a intégré le volet numérique responsable dans le cadre de l'exécution de prestation (exemple : nombre de destinataire des mails réduit, etc.)

- Pour la mobilité :

Le prestataire démontrera que ses déplacements aux réunions avec l'ADEME ou pour se rendre aux réunions objet de la présente mission seront réalisés en priorité en transports collectifs terrestres (train, bus...) ou transports doux.

- Pour le papier et les impressions :

Le prestataire apportera des garanties sur : la nature du papier utilisé (papier recyclé) ; les paramètres d'impression (systématisation de l'impression recto-verso, impression en mode brouillon pour les docs provisoires...) ; l'usage et la gestion des cartouches d'encre (impression noir et blanc privilégiée, cartouche recyclée...) ; la performance énergétique des matériels utilisés, etc.